

Un environnement économique volatil pour les IAA en 2017, sur fond de montée des matières premières alimentaires

1. Confirmation des tensions inflationnistes concernant le prix des matières premières agricoles

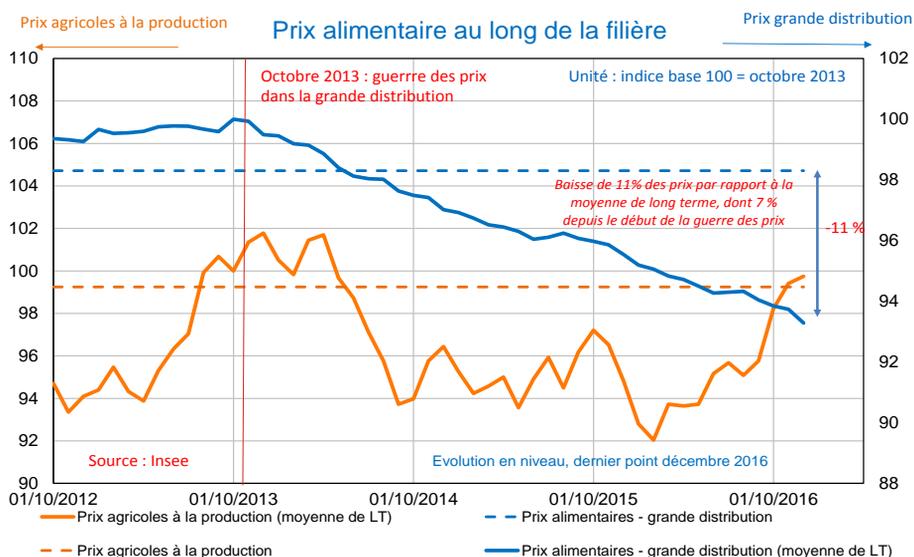
Depuis le début de l'année 2016, le prix des matières premières suit une tendance haussière. Le mois de janvier 2017 confirme cette tendance. Le prix des matières premières alimentaires progresse ainsi de 1,3 % après +3,5 % en décembre, portant ainsi la hausse sur un an à près de 14 %, niveau qui n'avait plus été observé depuis octobre 2011. Dans le détail, les tensions inflationnistes sont particulièrement vives, s'agissant du sucre (+32,2%), du soja (+21,6 %), du café (+22,4 %), du blé (+16 %), des matières premières végétales (16 % pour l'huile de colza et d'olives), et animales (+22 % pour le porc). Les prix sont aussi particulièrement dynamiques en ce qui concerne le lait (+30 %), le beurre (+56 %) et le saumon fumé (+50 %). Dans ce contexte de tensions inflationnistes prégnantes, les prix à la production accélèrent progressivement (+5 % fin 2016) et atteignent un niveau inédit en 2 ans.

2. Poursuite de la déflation des prix des produits de grande consommation

Le début d'année 2017 s'inscrit dans la stricte continuité des 3 dernières années. La déflation atteint ainsi -1,16%, soit un niveau comparable à celui observé en 2016 (-1,1 %), 2015 (-1,15 %) et 2014 (-1,14 %). L'année 2016 a marqué l'entrée en déflation des marques de distributeurs, traduisant une concurrence toujours plus vive entre les enseignes et une guerre de promotions accrue.

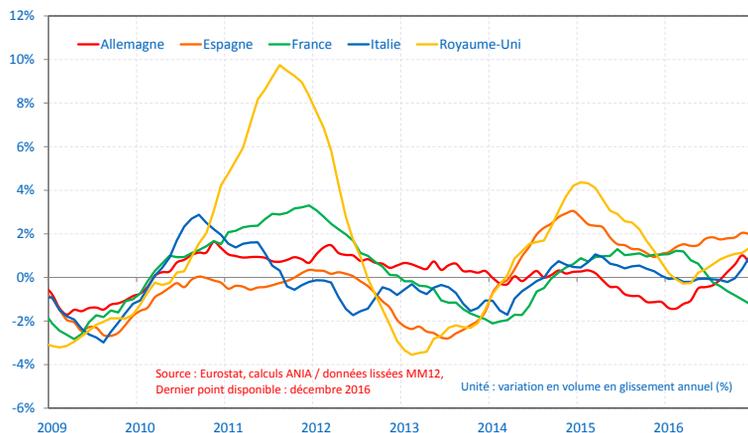
3. Une destruction de valeur ne profite pas à la consommation alimentaire

Dans un contexte de pouvoir d'achat porteur (baisse des prix énergétiques, faiblesse des taux) et de confiance des ménages en redressement, la consommation alimentaire peine à décoller et décélère même sur l'ensemble de l'année 2016 (+0,7 % après +1,3 %), augmentant presque trois fois moins vite que dans les autres secteurs. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de produits de grande consommation alimentaire en hyper et super marché n'a progressé que de 0,6 % en 2016, soit la croissance la plus faible depuis 11 ans. Au-delà, sur une plus longue période, la consommation alimentaire fait preuve d'une grande régularité : croissance de +0,7 % entre 2000-2008 ; 2008-2013 et 2013-2016, signe que la concurrence accrue par les prix, introduite par la libre négociabilité des prix (permise par la LME), ne stimule pas la consommation. En revanche, dans le même temps, les marges des industriels se sont nettement érodées (-4 pts depuis 2007).



Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

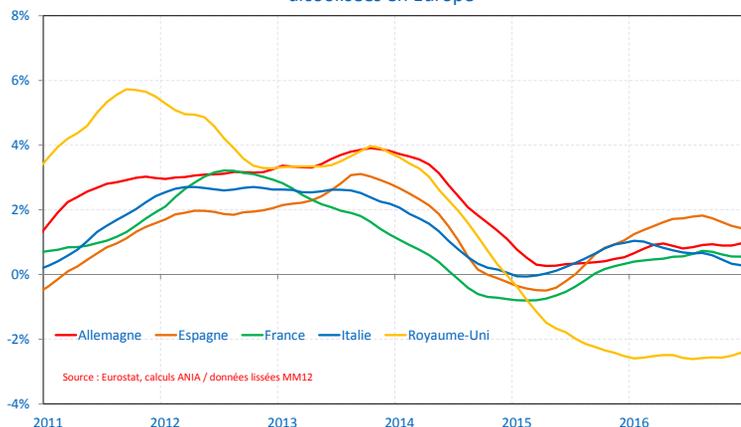
Evolution de la production dans les IAA en zone euro



La production, sur 12 mois glissants, se stabilise en Europe ces deux derniers mois (+ 0,9 %). En France, la production fléchit nettement en 2016 : passant de 1,1 % en janvier 2016 à -1,2% en décembre 2016.

Parmi les autres pays de la zone euro, l'Espagne voit sa production se renforcer depuis quelques mois (+2,0%), soit une évolution supérieure à celle observée en Allemagne (+0,7 %) ou en Italie (+0,9 %).

Prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en Europe



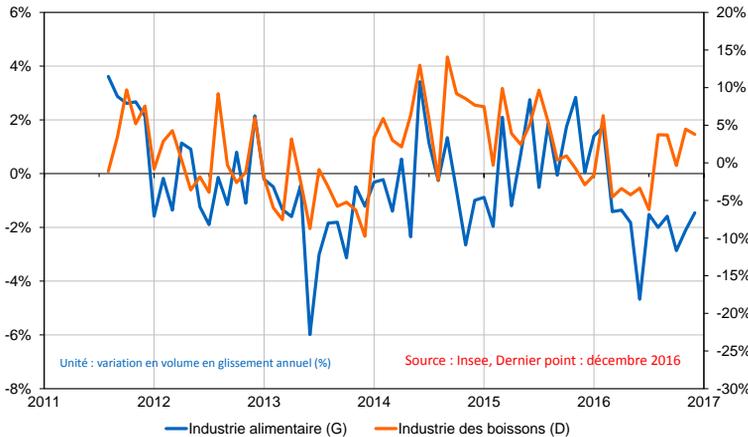
Dans la zone euro, l'inflation des produits alimentaires et des boissons s'inscrit à +0,7 % en décembre 2016.

Par pays, l'évolution des prix reste encore hétérogène au sein de la zone euro :

- L'inflation est la plus élevée en Espagne (+ 1,4 % après + 1,5 %).
- Elle reste quasiment stable en Allemagne (+ 1,0 %), tandis qu'elle s'inscrit à + 0,6 % en France.
- Au Royaume-Uni, elle s'inscrit à -2,4 % en décembre 2016.

Production alimentaire France : net repli en 2016

Production des produits agroalimentaires et des boissons

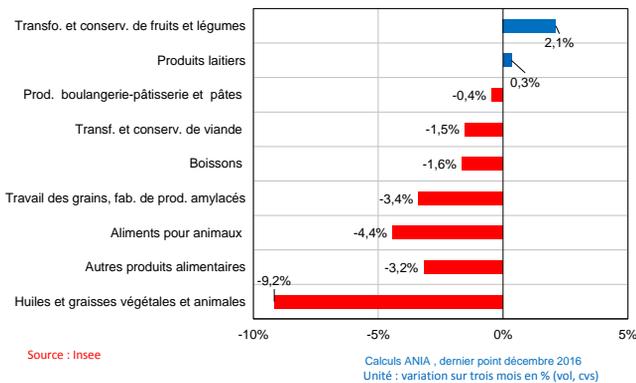


Depuis le début de l'année, la production alimentaire demeure atone ou en repli. En 2016, elle retrouve notamment des niveaux inobservés en 3 ans.

En décembre 2016, elle recule de -0,3 %, après +0,7% observé en novembre. Mesurée sur un an, la production recule encore, s'inscrivant à -1,5 % en décembre, après -2,1 % en novembre. S'agissant des boissons, la production recule plus nettement en décembre (-1,4 %) mais reste encore orientée à la hausse lorsqu'elle est mesurée sur un an (+3,8 %).

Sur les douze derniers mois, à décembre 2016, la production agroalimentaire recule de -1,5 % et celle des boissons fléchit à -0,2 %.

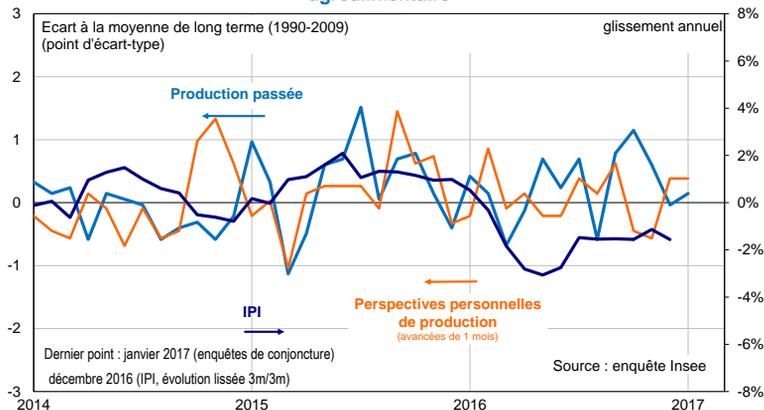
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à décembre 2016, seules les productions de transformation et conserves de fruits et légumes (+2,1 %) et de produits laitiers progressent (+0,3%).

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des aliments pour animaux (-3,2 %) et des huiles végétales et animales (-9,2 %)

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire



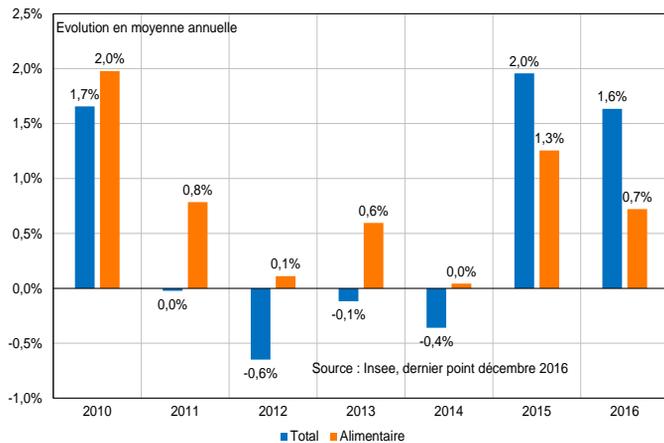
Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels.

La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est relativement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché au 1^{er} semestre et ces derniers mois.

Depuis, la production peine à redémarrer, malgré des perspectives et une production passée mieux orientées depuis quelques mois et des stocks très nettement inférieurs à leur niveau de long terme. **Pour autant, aucun redémarrage ne semble vraiment envisageable au regard des dernières enquêtes.**

Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

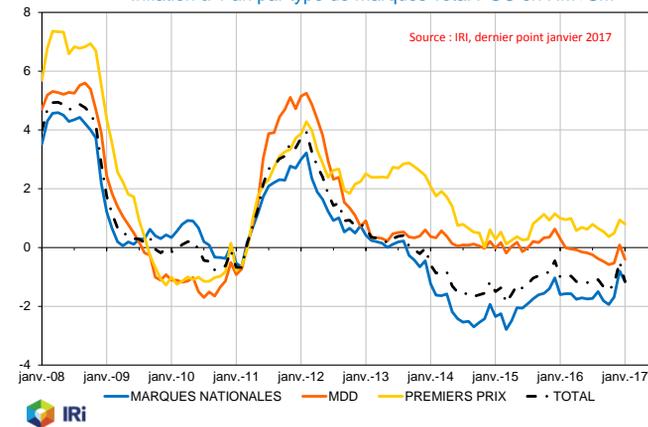


Depuis trois mois, la consommation alimentaire s'inscrit en baisse : -0,7 % en décembre après -0,2 % en novembre et -0,1 % en octobre. En conséquence, les dépenses alimentaires baissent nettement lorsqu'elles sont mesurées sur un an : +1,1 % en décembre, après +0,6 % en novembre et 1,3 % en octobre.

Sur les douze derniers mois, à décembre 2016, la consommation alimentaire a progressé de 0,7 % et la consommation d'ensemble s'inscrit à + 1,6 %.

La consommation alimentaire ralentit donc sur l'ensemble de l'année 2016, après une année 2015 de relatif redressement (+1,3 %).

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM

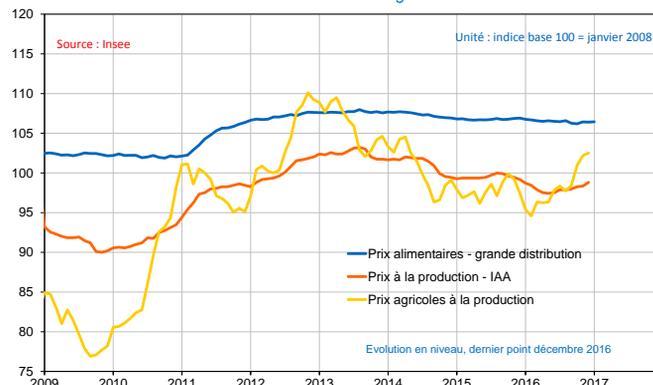


A janvier 2017, la déflation sur un an s'établit à -1,16 %. La déflation perdue depuis le mois d'octobre 2013.

Dans le détail, depuis plusieurs mois, la déflation n'est plus seulement limitée à l'univers des marques nationales, elle touche également les MDD, dont la déflation atteint désormais -0,4 % sur un an.

Au final, la décélération des dépenses alimentaires constatée en 2016 apparaît surprenante, preuve que la guerre des prix dans le secteur ne stimule pas les dépenses.

Prix alimentaire au long de la filière



Le graphique ci-contre reprend l'évolution des prix à plusieurs stades de la filière alimentaire. Il permet de bien appréhender les tensions qui pèsent sur la formation des prix.

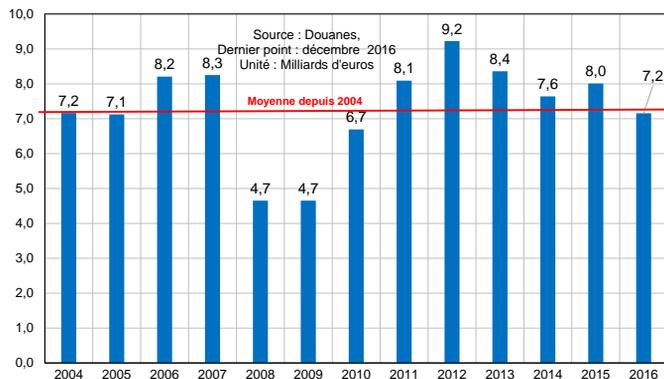
En amont, les prix agricoles à la production varient largement en fonction des cours des matières premières.

Ces prix se sont notablement redressés en 2016 : +5,2 % constaté en décembre, après +3,0 % en novembre et 1,0 % en octobre.

En revanche, les prix dans la grande distribution restent encore orientés à la baisse (-0,3 %).

Export France : un décrochage des performances en 2016

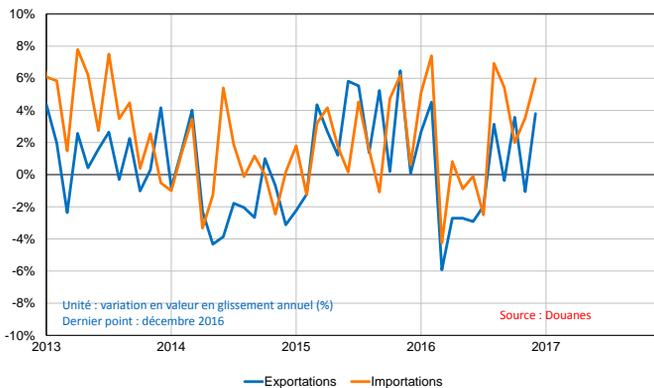
Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA



Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à décembre 2016) signalent une dégradation du solde commercial global, qui s'établit à 7,3 Md€ en 2016 après 8,0 Md€ en 2015. Sur les 12 derniers mois, les importations progressent (+2,3 %), tandis que les exportations fléchissent (-0,1 % après +2,6 % en 2015).

En 2016, le solde cumulé s'inscrit à 7,2 Md€. Il s'agit là du niveau le plus bas depuis 2010. Ces performances demeurent tout juste en ligne avec la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Evolution du commerce extérieur des IAA

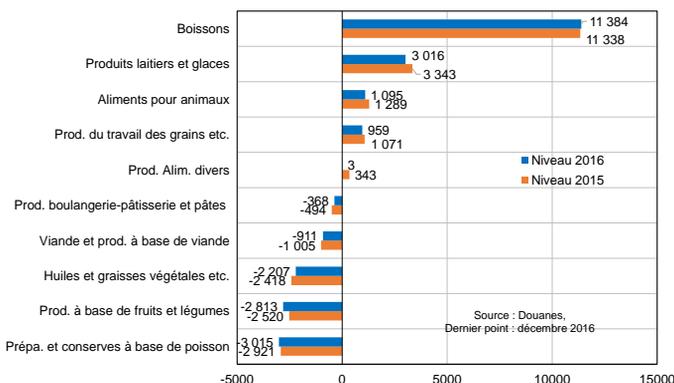


Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations progressent de 0,9 % en décembre 2016, après une baisse en novembre (-0,7 %) et une reprise en octobre (+0,8 %).

S'agissant des importations, la progression demeure globalement plus continue (+0,2 % en décembre après +1,2 % en novembre).

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel s'inscrit à 597 M€ en décembre, après 551 M€ en novembre et 656 M€ en octobre 2016.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



Les performances commerciales du secteur agro-alimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs.

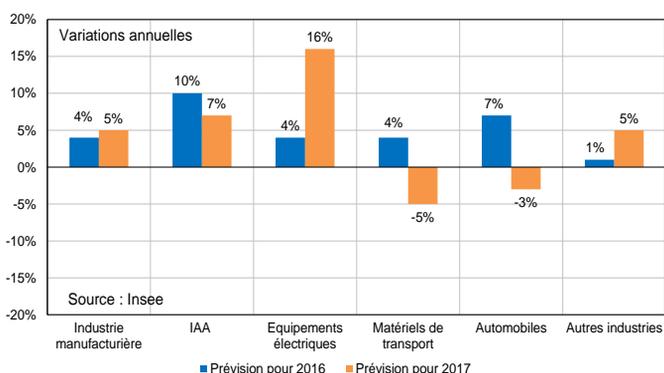
Nous pouvons notamment citer : i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,4 Md€ à l'issue du mois d'octobre 2016, ii) les produits laitiers (et glaces) : 3,0 Md€, dont l'excédent recule depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,0 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,8 Md€.

Au global, le solde commercial hors boissons et tabac se creuse en 2016 : il s'établit à -4,2 Md€ (après -3,3 Md€), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.

Focus investissement : une reprise envisagée pour 2016 et 2017, principalement liée au dispositif de suramortissement

Estimations d'investissement en valeur pour 2015
Prévisions pour 2016 et 2017

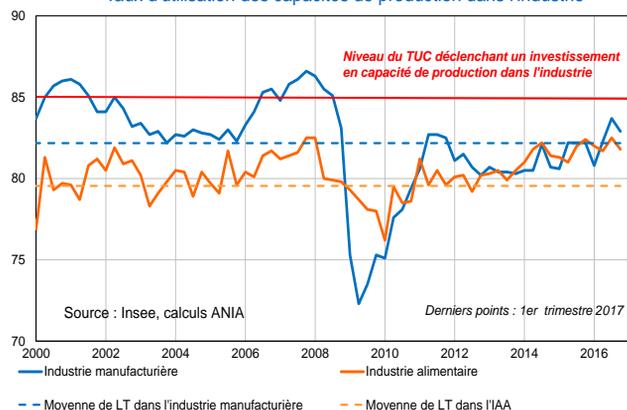


Les dernières enquêtes sur les investissements dans les industries du mois de février permettent de conforter la reprise de l'investissement prévue pour 2016 : + 10 % (estimation inchangée par rapport à octobre). La mesure de suramortissement (dont l'extinction est prévue pour avril 2017) nourrit particulièrement cette dynamique, tout comme l'actuelle faiblesse des taux.

Ces deux facteurs apparaissent ponctuels. Ainsi la 1^{ère} estimation pour 2017 signale un ralentissement de l'investissement (+7 % prévu), laissant penser que les entreprises agroalimentaires accentueraient leur effort d'investissement jusqu'au 1^{er} trimestre 2017 pour profiter pleinement de l'avantage fiscal offert par la mesure de suramortissement. Elles relâcheraient par la suite cet effort.

Notons toutefois une révision haussière pour 2017, dans la mesure où la précédente estimation faisait état d'une reprise plus molle de l'investissement (+4% en janvier contre 0% en octobre 2016)

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Une analyse du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) met en lumière les tensions qui pèsent sur l'appareil de production. Depuis plusieurs trimestres, le TUC progresse dans le secteur agroalimentaire.

Dans l'alimentaire, il dépasse désormais sa moyenne de long terme en 2016 (81,6 % contre 79,5 % depuis 1991) et affiche depuis quelques mois un niveau inobservé depuis 2008.

Cet indicateur accrédite donc la reprise de l'investissement suggérée pour l'heure pour 2016. En revanche, la faible dispersion autour de la moyenne de long terme pose question sur la capacité de rebond au-delà du secteur agroalimentaire. Ceci porte à croire que les conditions d'une croissance pérenne de l'investissement (visibilité, situation financière saine, carnet de commande bien orienté...) ne sont toujours pas réunies.